



## **Compte rendu “ Michael Hanmer, Discount Voting. Voter registration reforms and their effects ”**

Camille Bedock

### **► To cite this version:**

Camille Bedock. Compte rendu “ Michael Hanmer, Discount Voting. Voter registration reforms and their effects ”. 2010. <hal-03138730>

**HAL Id: hal-03138730**

**<https://hal.science/hal-03138730v1>**

Submitted on 5 Mar 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

**HANMER (Michael J.) – Discount voting : voter registration reforms and their effects. – Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 252 p.**

BEDOCK, Camille (2010). Compte rendu signé « Michael Hanmer, Discount Voting. Voter registration reforms and their effects ». *Revue française de science politique*, 60 (5), pp. 1049-1051.

Abaissier les barrières de la participation électorale est-il la solution pour pousser plus de citoyens américains vers les urnes ? C'est la question fondamentale qui guide l'ouvrage de Michael J. Hanmer, qui dresse le bilan de plusieurs réformes structurelles visant à favoriser l'inscription sur les listes électorales menées depuis plusieurs décennies aux Etats-Unis. Le constat commence par un paradoxe : malgré la ferveur qu'a faite naître la candidature de Barack Obama, la participation électorale est restée presque stable entre 2004 et 2008 aux Etats-Unis (de 60,1% à 61,7%). Et ce malgré la présence de plusieurs dispositifs facilitant le vote et l'inscription.

Hanmer pose ainsi la question plus fondamentale de l'inégalité face à la participation électorale et des moyens pour tenter d'y remédier. Plus particulièrement, l'auteur a l'ambition de mettre à l'épreuve (et démentir) le présupposé théorique sur lequel se sont basées les études précédentes sur la participation électorale aux Etats-Unis<sup>1</sup>. Celles-ci, basées sur une vision « coût-bénéfice » du vote, postulent que l'abaissement des coûts d'inscription et de vote est en mesure de favoriser fortement et durablement la participation électorale<sup>2</sup>.

Pour construire sa démonstration, Hanmer se penche sur deux politiques : l'Election Day Registration (EDR), qui consiste à permettre aux électeurs de s'inscrire sur les listes électorales jusqu'au jour du vote, et la politique dite « Motor Voter » qui permet aux électeurs potentiels de s'inscrire sur les listes électorales en établissant ou en renouvelant leur permis de conduire, généralisée à tous les Etats américains après l'adoption du National Voter Registration Act (NVRA) de 1993, qui avait vocation à une inscription quasi-universelle<sup>3</sup>. Il passe ainsi en revue le contexte d'adoption de ces mesures, leur impact global et différencié selon les sous-populations, ainsi que la manière dont l'administration et les partis politiques se sont adaptées à ces nouvelles règles.

L'hypothèse centrale qu'il décline tout au long de l'ouvrage est que l'effet des réformes structurelles est indissociable de l'environnement politique et social dans lequel il est adopté. Hanmer montre notamment que les effets globaux de ces réformes ont été surestimés par les études précédentes qui postulent un effet indifférencié selon les contextes. L'auteur, qui prend en compte l'endogénéité des réformes dans son modèle théorique, en conclut que ces mesures n'ont eu un effet positif – quoique plus faible que celui attendu par les promoteurs de la réforme – que dans certains Etats. Il s'agit de ceux qui ont promu ces politiques de leur propre chef, et non pour répondre aux injonctions de l'Etat fédéral. L'auteur explique ce constat par le fait que les Etats pionniers en faveur de la facilitation de l'inscription sur les listes électorales sont aussi des Etats particulièrement « civiques » (Minnesota, Maine, Wisconsin...). Autrement dit, ces politiques

---

<sup>1</sup> Pour Hanmer, ces postulats se fondent sur les théories développées par Downs. Voir Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy* (New York: Harper and Row, 1957).. On peut se référer aux deux ouvrages suivants pour l'approche théorique basée sur la baisse des coûts du vote comme remède à la faible participation : Raymond E. Wolfinger et Steven J. Rosenstone, *Who Votes?* (Yale: Yale University Press, 1980)., Frances Fox Piven et Richard A. Cloward, *Why Americans Still Don't Vote: And Why Politicians Want It That Way* (Boston: Beacon Press, 2000)..

<sup>2</sup> Les implications, les limites, mais aussi la portée explicative de cette conception rationnelle du vote ont été notamment analysées par Blais dans son ouvrage, *To vote or not to vote* (2000).

<sup>3</sup> En effet, 90% des américains en âge de voter disposent du permis de conduire.

n'ont un effet perceptible que dans des Etats caractérisés par un environnement politique et social favorable à la participation.

Ses conclusions ne sont pas plus optimistes lorsqu'il s'intéresse aux citoyens les plus sensibles aux effets de ces réformes. Il constate que l'EDR et la politique « motor voter » permettent une légère augmentation de la probabilité de participer chez les populations plus jeunes et moins éduquées. Toutefois, au regard du fossé énorme de participation existant entre ces catégories et les autres, il en conclut que le bilan global de ces initiatives est au mieux mitigé, au plus très décevant.

Enfin, Hanmer, suite à une série d'entretiens avec des responsables politiques et administratifs, montre qu'il n'y a pas eu de différence de mise en œuvre ou de stratégies de mobilisation susceptibles d'expliquer pourquoi les deux politiques qu'il étudie ont eu des effets différenciés selon les Etats. La participation électorale est bel et bien une question de motivation, elle-même produite et entretenue par un environnement politique et social à même d'impliquer le citoyen dans le processus politique. Ainsi, les politiques d'accès à la participation, si elles sont louables, ne constituent pas la réponse aux inégalités de participation. La conclusion de l'ouvrage appelle ainsi à « injecter la politique dans la vie des citoyens » le plus tôt possible, dès l'école élémentaire, pour permettre de développer la motivation nécessaire à la participation électorale, notamment chez les citoyens les plus éloignés du système politique.

En complexifiant et en amendant fortement le modèle explicatif « coûts-bénéfices », Hanmer apporte une contribution importante au débat américain sur la participation. Cependant, il nous semble qu'il faut surtout souligner l'ambition empirique et méthodologique de Hanmer qui s'appuie tout au long de l'ouvrage sur une combinaison de sources et de méthodes d'analyse, de façon à la fois explicite et didactique. Il combine ainsi archives parlementaires, données de sondages individuelles, données agrégées de participation et entretiens, et fait appel à la fois des méthodes qualitatives et quantitatives pour construire son argument. Le point le plus novateur consiste à utiliser une méthode quasi-expérimentale issue de l'économétrie, (différence de différences, dite « difference in differences ») en comparant les Etats ayant mis en place les politiques d'inscription sur les listes électorales à des Etats de contrôle, équivalents en termes politiques, démographiques et sociaux, pour pouvoir estimer l'effet propre du phénomène étudié. L'introduction de cette méthodologie en science politique peut s'avérer fructueuse pour étudier l'impact de politiques spécifiques dans des environnements complexes et changeants.

Les limites de cet ouvrage tiennent au fait que l'auteur fonde ses conclusions seulement sur les Etats-Unis, un pays où le taux d'inscription demeure particulièrement faible par rapport aux autres démocraties consolidées (72,63% d'inscrits dans la population en âge de voter en 2000 contre environ 90% en France). Les termes du débat se focalisent donc mécaniquement sur les « coûts » de l'inscription, et ce d'autant plus que la participation est mesurée en prenant en compte la population en âge de voter et non la population inscrite. Malgré sa volonté de mettre en avant l'existence d'un lien causal entre participation électorale, environnement et mobilisation, l'auteur reste muet sur les mécanismes susceptibles d'expliquer pourquoi les individus s'inscrivent et votent plus dans certains contextes. Pour autant, cet ouvrage fait écho à des problématiques présentes en France dans le débat public et académique<sup>4</sup> : la démobilisation électorale dans les quartiers populaires. On pense notamment à l'ouvrage de Braconnier et Dormagen, qui, s'il procède avec une méthodologie bien différente (immersion ethnographique dans la cité des cosmonautes de Saint-Denis) arrive aux mêmes conclusions que Hanmer, en redonnant une place centrale à l'environnement quotidien des individus, et surtout aux « dispositifs informels de

---

<sup>4</sup> Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen et Benoît Verrier, *Non-inscrits, mal-inscrits et abstentionnistes : diagnostic et pistes pour une réforme de l'inscription sur les listes électorales* (Paris: Centre d'Analyse Stratégique, 2007), Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention : Aux origines de la démobilisation en milieu populaire* (Editions Gallimard, 2007).

mobilisation électorale »<sup>5</sup> pour expliquer la (non) participation électorale et la non-inscription. Au contraire d'Hanmer, les deux auteurs sont plus optimistes sur le potentiel de la « bonne inscription » sur les listes électorales à favoriser de manière significative la participation. Le débat théorique reste donc largement ouvert, appelant à des comparaisons internationales et des études de cas combinant les méthodes d'analyse.

---

<sup>5</sup> *Op. cit.* p.273.